Journée de l'Avocat en Danger : 24 janvier 2022

12ème édition – COLOMBIE

La JOURNÉE DE L'AVOCAT EN DANGER est commémorée chaque année le 24 janvier.

Le 24 janvier 1977, quatre avocats spécialistes des conflits sociaux et leur employée ont été tués dans leur bureau à Madrid (Espagne), en raison de leur travail. Les tueurs étaient affiliés à des partis et organisations d'extrême droite. L'un a été condamné à quinze ans de prison, un autre s'est enfui au Brésil et le troisième (en fuite après une libération conditionnelle) a été emprisonné en Bolivie dans le cadre d'un trafic de drogue.

Les années précédentes, la Journée a mis en lumière la situation des avocats dans les pays suivants : Azerbaïdjan, Chine, Egypte, Honduras, Iran, Philippines, Espagne (Pays Basque), Turquie (deux fois) et Pakistan.

Lors de cette Journée, les organisateurs appellent leurs collègues d'une part à sensibiliser le public quant aux dangers encourus par les avocats dans l'exercice de leur profession et d'autre part à initier ou poursuivre une discussion nationale sur les moyens d'assurer la protection des avocats.

Cette année, pour la deuxième fois, la Journée de l'Avocat en Danger est dédiée à la Colombie, où la persécution des avocats continue, les empêchant d'exercer leur profession.

Selon un rapport du FASOL (Fonds de solidarité avec les juges colombiens), qui date de 2014, plus de 700 avocats ont été tués dans les dix années précédentes et plus de 4400 ont subi différents types d'agressions[1]. Le FASOL a, de même, enregistré entre janvier 2019 et avril 2021, parmi les professionnels du secteur judiciaire, 6 homicides, 26 faits de menaces, 12 attaques, 3 victimes de poursuites judiciaires et un exil.

Les avocats et défenseurs des droits humains sont particulièrement en danger lorsqu'ils représentent des clients dans des affaires liées au droit de l'environnement, à la restitution des terres et à la Juridiction Spéciale pour la Paix.

A titre d'exemple, en 2019, **Paula Andrea Rosero**, **Mariano Cuero Ruiz**, et **Alcibiades Libreros Varela**, ont tous trois été tués. En 2020, ont été recensés les meurtres de **Pierangelly Hugueth Henríquez** et **Arquímedes Getulio Centanaro Carriazo**, tous deux impliqués dans des dossiers de restitution de propriétés terriennes dans leurs régions, ainsi que de **Freddy Agustín Gonzáles Barragán,** avocat en droit pénal. Ces meurtres ont malheureusement continué en 2021, avec l'ajout de deux victimes : **Fredman Arturo Herazo Padilla** et **Esperanza Navas**.

D'autres avocats, qui font face à des menaces extrêmement sérieuses, ne sont pas protégés par l'Etat. La Colombie reste par ailleurs en défaut d'enquêter correctement sur les faits de menaces contre les avocats impliqués dans des dossiers sensibles et de poursuivre adéquatement les auteurs.

[1] Il y a lieu de noter que ces chiffres sont probablement sous-évalués

Adil José Meléndez Márquez a représenté les communautés indigènes et les paysans dans des dossiers emblématiques de restitutions de terres, ainsi que des victimes de corruption ou de crimes perpétrés par les paramilitaires, la police ou l'armée. Il a reçu des menaces de mort répétées et échappé à trois tentatives d'assassinat. Il bénéficiait de mesures de sécurité, qui ont été fortement réduites en 2018, malgré le risque persistant pour sa vie.

Zoraida Hernández Pedraza, qui a notamment défendu des victimes de violations des droits de l'homme (tortures, disparitions forcées, exécutions extra-judiciaires) et conseillé des paysans et des descendants des communautés indigènes dans des dossiers de restitutions de terres, a fait l'objet, au cours de ces dernières années de nombreuses menaces et d'actes d'intimidation. Depuis qu'elle a participé, en tant que conseillère, au processus de paix, le risque pour sa vie et celle de sa famille a encore augmenté, la forçant à l'exil.

Depuis 2019 **Germán Romero Sánchez** a été la cible d'attaques répétées, allant de la surveillance de ses activités professionnelles et privées à des menaces des morts et des attaques physiques contre sa personne. Ces attaques sont liées à son activité d'avocat, sachant qu'il intervient dans des dossiers où sont poursuivis des officiers de haut-rang de l'armée. Cette année, il a été forcé à l'exil compte tenu du très haut risque encouru par lui-même ainsi que sa famille.

Les avocates du collectif Luis Carlos Pérez (dont fait partie **Julia Figueroa**), investies dans des dossiers liés aux droits de l'homme et à la protection de l'environnement (notamment contre les compagnies minières), ont reçu des menaces qui ont rendu nécessaire la mise en place de mesures de sécurité, telles que l'engagement de gardes du corps.

Certains confrères, impliqués dans des dossiers sensibles, sont également la cible de campagne de diffamation, ce qui les expose plus particulièrement aux menaces et augmente le risque d'atteinte à leur vie.

Reinaldo Villalba, qui représente le Sénateur Ivan Cepeda dans une affaire l'opposant à l'ancien Président Alvaro Uribe, a été victime d'une campagne de diffamation (il a été étiqueté comme étant un défenseur du terrorisme et un complice de la guérilla) et a reçu un grand nombre de menaces de mort sur les réseaux sociaux.

Franklin Castañeda, le président du CSPP (Comité de Solidarité pour les Prisonniers Politiques**)** est, depuis 2019, victime d'une campagne de dénigrement, menée par le parti Centro Democratico (incluant l'ancien Président Uribe). Ces accusations infondées ont entraîné un véritable déferlement de haine sur les réseaux sociaux.

Daniel Prado défend notamment plusieurs victimes d'un groupe paramilitaire dans lequel était impliqué le frère d'Alvaro Uribe. Il a subi plusieurs attaques, dont des coups de feu tirés dans son bureau et le sabotage de sa voiture. A cela s'ajoute une campagne de stigmatisation, menée par Alvaro Uribe et son entourage, dans le cadre de laquelle il a été accusé d'être un ex-guérillero.

Les avocats colombiens sont également en danger lorsqu'ils manifestent ou apportent un conseil juridique aux manifestants : **Johan Sebastián Moreno Castro et Leonardo Jaimes Marín**, tous deux membres de l'Equipo Jurídico Pueblos ont notamment fait l'objet de mauvais traitements de la part de policiers.

María Alejandra Garzón Mora qui représente des victimes d'abus commis par les forces de l'ordre dans le contexte de manifestations (manifestations du 9 septembre 2020, grève d'avril 2021,...) a

été persécutée dans la rue par des policiers en civil, a fait l'objet de surveillance et a subi des menaces lors de rassemblements publiques.

Enfin, il n'existe pas de Barreau indépendant en Colombie ce qui nuit à la défense des intérêts des avocats, tant au niveau national que local.

RECOMMANDATIONS:

Compte tenu des risques importants auxquels sont confrontés les avocats colombiens, nous exprimons les demandes et recommandations suivantes :

1. L'Etat colombien doit respecter les Principes de base des Nations-Unies relatifs au rôle du barreau.
2. L'Etat colombien doit réagir d'urgence par rapport à l'augmentation du nombre d'attaques contre les avocats défenseurs des droits de l'homme et garantir l'indépendance de l'exercice de la profession (principe n° 16 des Principes de base des Nations-Unies relatifs au rôle du barreau.)
3. L'Etat Colombien doit protéger la vie des avocats colombiens et prendre les mesures de sécurité nécessaires pour garantir leur sécurité et leur liberté, particulièrement dans les régions rurales où le risqué est plus élevé (principe n° 17 des Principes de base des Nations-Unies relatifs au rôle du barreau).
4. L'Etat colombien doit mener des enquêtes efficaces, indépendantes et impartiales contre les auteurs de crimes contre les avocats et, quand cela est justifié, entreprendre les poursuites nécessaires afin de mettre fin à l'impunité.
5. L'Etat colombien doit combattre la stigmatisation des avocats impliqués dans des dossiers sensibles sur le plan des droits humains (principe n° 23 Principes de base des Nations-Unies relatifs au rôle du barreau).
6. Nous appelons la communauté internationale, l'Union européenne et ses États membres à utiliser leurs relations avec la Colombie pour renforcer la protection des avocats et des défenseurs des droits humains conformément aux obligations internationales de la Colombie.
7. Nous demandons aux Nations Unies et aux autres institutions internationales – y compris, en particulier, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'indépendance des juges et des avocats et le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme –de continuer à se concentrer sur la situation des avocats en Colombie et de faire pression sur le pays pour qu'il se conforme aux Principes de base des Nations Unies relatifs au rôle du barreau ainsi qu'à toutes les normes juridiques applicables.
8. Nous invitons les barreaux du monde entier à surveiller de près et à rendre compte de la situation des avocats en Colombie, en particulier en prévision du prochain Examen périodique universel du pays, prévu pour 2023.
9. Les journalistes et les médias internationaux sont encouragés à enquêter et à rendre compte de la situation des avocats en Colombie, à faire pression sur l'État colombien et à attirer l'attention du public dans le monde entier sur le rôle vital que jouent les avocats et les risques sérieux auxquels ils sont confrontés.

Foundation Day of the Endangered Lawyer

OIAD - International Observatory for Lawyers in Danger

European Criminal Bar Association

Paris Bar Association

Council of Bars and Law Societies of Europe

Institut des Droits de l'Homme du barreau de Bruxelles

AIJA – International Association of Young Lawyers

Ordine delgi Avvocati de Venezia

International Association of People's Lawyers

Fédération des Barreaux d'Europe

Lawyers for Lawyers

Law Society of Ontario

Avocats sans Frontières (France)

European Association of Lawyers for Democracy & Human Rights

ODAGE - Geneva Bar Association

Judicial Reform Foundation

European Democratic Lawyers

DSF AS

Fundación Abogacía Española

DAY OF THE
ENDANGERED LAWYER
INTERNATIONAL
OBSERVATORY
FOR LAWYERS

AVOCAT.ES EUROPÉEN.NES DEMOCRATES
PARÉZERÉN DEMOKRAT YÉN EWROPAYÉ
AVRUPALI DEMOKRAT AVUKATLAR
EUROPÄISCHE DEMOKRATISCHE RECHTSANWÄLT_INNEN
ADVOCATS EUROPEUS DEMOCRATES
ABOGADOS EUROPEOS DEMÓCRATAS
ΕΥΡΩΠΑΙΟΙ ΔΗΜΟΚΡΑΤΕΣ ΔΙΚΗΓΟΡΟΙ
AVVOCATI EUROPEI DEMOCRATICI
EUROPESE DEMOCRATISCHE ADVOCATEN
EUROPEAN DEMOCRATIC LAWYERS

/OVB

DeutscherAnwaltVerein

CONSEIL NATIONAL
DES BARREAUX
LES AVOCATS

Adwokatura Polska
Prawo Ojczyzna Honor
aplp

CZECH BAR
ASSOCIATION

ORDEM DOS ADVOGADOS PORTUGUESES
ALEI
ORDEM DOS
ADVOGADOS

THE BAR
OF IRELAND
The Law Library
BARRA NA hÉIREANN
An Leabharlann Dlí